

Mayotte, entre mémoire et histoire

- Objectifs de la présentation
- Contextualiser les révoltes à Mayotte
- Comparer la fabrication de romans nationaux mahorais et comoriens
- Comprendre les spécificités géopolitiques de Mayotte à la lumière d'une approche historique rigoureuse
- Analyser le discours journalistique et politique à l'occasion des visites ministérielles françaises

Histoire longue de Mayotte

- On pourrait peut-être imaginer écrire une histoire de Mayotte à la manière de Fernand Braudel en se concentrant sur cette partie de l'Océan Indien et en y analysant les civilisations, les métissages et les conflits.
- <https://www.youtube.com/watch?v=WNWQPfQtXNo>
- À partir du 9e siècle, Mayotte est une île cosmopolite reliée aux grands réseaux commerciaux de l'Océan Indien
- Chaque île des Comores est indépendante et dirigée par son propre sultan
- Peu de sources écrites en français sur l'histoire de Mayotte si ce n'est l'ouvrage d'Urbain Faurec écrit en 1941, *L'archipel aux sultans batailleurs*. Une réédition est en train de paraître en 2025.



Mayotte en 1856 : entre colonisation et tensions sociales

- 1841 : Cession de Mayotte à la France par le sultan Andriantsoly qui règne sur une île fantôme
- 1846 : Abolition de l'esclavage
- Mise en place du système d'engagisme (Chaillou-Atrous et al., 2023)
- Conditions de travail déplorables
- Tensions entre travailleurs engagés et autorités coloniales
- Relativisation du mythe des "sultans batailleurs" et d'un archipel des Comores avec des îles en rivalité (peu de morts en nombre)
- L'esclavage à Mayotte a été introduit par les Arabes bien avant la colonisation française.

Andriantsoly, lieu de mémoire (Pointe Mahabou)



L'engagisme

- L'**engagisme** désigne un système de travail mis en place après l'abolition de l'esclavage, notamment au XIXe siècle, qui reposait sur le **recrutement de travailleurs engagés sous contrat** (appelés aussi *engagés* ou *coolies*) pour remplacer la main-d'œuvre servile dans les colonies.
- Les engagés étaient souvent **mal informés, maltraités** et **mal rémunérés**, ce qui rend le système proche de l'esclavage sous d'autres formes (Carayol, 2024: 40).
- Contrôle de l'élite mahoraise par la France avec ce système pour éviter qu'ils ne s'enrichissent trop



La révolte de Bakari Koussou (ou Kusu)

- 18 mars 1856 : début de la révolte dans le sud de Mayotte
- Conduite par Bakari Koussou, notable sakalave (engagé venu de Madagascar)
- Révolte contre le travail forcé et les mauvais traitements et le **système de l'engagisme**
- Plantations abandonnées
- Réaction rapide des autorités coloniales

Bakari Koussou : une figure oubliée ?

- Long oubli de la mémoire collective
- Réémergence dans les années 1990–2000 : chanson, théâtre, roman
- Collège de Dzoumogné et rue à Koungou à son nom
- Acte fondateur de la résistance mahoraise
- “L’insurrection débute en Grande-Terre le 18 mars [1856]: un garde forestier et un commandeur d’habitation sont tués. Immédiatement, des centaines d’insurgés rejoignent les hauts de la Grande-Terre. Leur leader est Bakari Kusu (ou Koussou), un ancien lieutenant d’Andriantsoly qui a fait partie des signataires du traité de cession en avril 1841, qui **possédait des esclaves avant l’abolition**, et à qui le gouvernement français était censé payer une **pension annuelle**” (Carayol, 2024: 43)

Les révoltes d'Anjouan (1891) – Contexte et déclenchement

- Anjouan : île de l'archipel des Comores sous domination française indirecte
- Maintien de l'esclavage malgré l'abolition officielle (1848)
- En 1891, soulèvements des esclaves contre leurs maîtres
- Mobilisation marquée par des fuites massives, incendies et affrontements
- Rôle des chefs de village et de réseaux de solidarité entre esclaves

Conséquences des révoltes d'Anjouan (1891)

- Répression initiale suivie d'une abolition effective de l'esclavage à Anjouan
- Fin d'un système économique fondé sur l'exploitation servile
- Renforcement du contrôle colonial français sur l'île
- Événement peu commémoré mais central dans l'histoire des Comores
- Ancrage dans une dynamique plus large de luttes pour l'émancipation dans l'océan Indien

Construction d'un système postal à partir de Mayotte

- L'histoire postale et philatélique des Comores reflète les étapes de la colonisation française, amorcée à la fin du XIX^e siècle à partir de Mayotte, puis l'accession à l'indépendance en 1975.

Le système postal français s'implante d'abord à Mayotte, devenue colonie en 1843. Par la suite, Anjouan, Grande Comore et Mohéli émettent chacune leurs propres timbres avant d'être intégrées administrativement et postalement à Madagascar en 1912.

- <https://adic-comores.org/histoire-des-comores/philatelie-des-comores/>



Construction d'un système postal à partir de Mayotte



Centralisation

- Assemblée territoriale des Comores
- Décision du 14 mai 1958. L'Assemblée territoriale des Comores vote le transfert de la capitale de Dzaoudzi, sur l'île de Mayotte, vers Moroni, sur l'île de la Grande Comore.
- 2 novembre 1958, Georges Nahouda, riche homme d'affaires mahorais, réunit un congrès des notables mahorais pour revendiquer la départementalisation de l'île. Naissance de l'UDIM: Union de défense des intérêts des mahorais



Départementalisation ou indépendance?

- **26 juin 1960.** Madagascar obtient son indépendance.
- **22 décembre 1961.** Une loi (qui sera modifiée et complétée en janvier 1968) accorde l'autonomie interne aux Comores (Carayol, 2023)
- **15 avril 1962.** Aux élections territoriales, la liste de Souffou Sabili l'emporte sur celle de Marcel Henry à Mayotte.
- **1965.** Le transfert de la capitale est effectif. Les fonctionnaires quittent Dzaoudzi pour Moroni.



Les "chatouilleuses"

- 1966 un responsable politique comorien est rejeté par les "chatouilleuses", il s'enfuit
- Lutte entre les "sorodas" (soldats en shimaoré) et les "serrer-la-main" qui sont victimes d'actions violentes.
- Carayol estime à plus de 1.100 les expulsions des « serrer-la-main » vers les Comores



Sorodas contre les serrer-la-main

- **20 août 1967.** Aux élections territoriales, la liste de Marcel Henry l'emporte à Mayotte
- **14 octobre 1969.** Mort de Zakia Madi lors d'une manifestation
- **25 août 1972.** Le Comité spécial de l'ONU inscrit l'archipel des Comores sur la liste des territoires pour lesquels doit s'appliquer la « Déclaration sur l'octroi de l'indépendance ».
- 24 octobre 1974. Le Président Valéry Giscard d'Estaing rappelle la nécessité de l'unité des Comores



Influence de l'extrême-droite française

- Appui de *L'Action française* aux revendications du parti en faveur de l'autonomie de Mayotte.
- L'Assemblée Nationale vote en novembre 1974 la tenue d'un référendum dans l'archipel
- On va passer du peuple comorien vers les populations comoriennes
- Décembre 1974 référendum (écrasante majorité pour l'indépendance)
- Mayotte, participation plus faible (78% des votants), 63% refusent l'indépendance



Indépendance ratée

- Unité des Comores remise en question au moment où Ahmed Abdallah la proclame.
- **Indépendance proclamée le 6 juillet 1975, coup d'État de Soilihi avec les mercenaires de Bob Denard le 3 août.**
- **8 février 1976.** À nouveau consultés, les électeurs de Mayotte votent à **99,4 % en faveur du maintien de Mayotte** dans la République française
- **11 avril 1976.** Les Mahorais sont consultés sur le maintien ou l'abandon du statut de TOM. Après un tour de passe-passe du MPM (Mouvement Populaire Mahorais), les électeurs démontrent leur volonté de voir le statut évoluer en département



Négociation du statut de Mayotte

- **24 décembre 1976.** La France octroie à Mayotte le statut de « Collectivité territoriale », qui se situe à mi-chemin entre le DOM et le TOM.
- **13 mai 1978.** Coup d'État mené contre Ali Soilihi par les mercenaires français de Bob Denard (avec l'assentiment de Paris), qui réinstallent Ahmed Abdallah à la tête des Comores.



Une gestion coloniale de coulisses

- **26 novembre 1989.** Assassinat d'Ahmed Abdallah. Bob Denard et un de ses lieutenants, Dominique Malacrino, sont soupçonnés de l'avoir tué.
- **Janvier 1995.** Instauration du visa (dit « Balladur ») entre Mayotte et les autres îles de l'archipel.
- **Juillet 2001.** Mayotte devient une « Collectivité départementale d'outre-mer ».
- **29 mars 2009.** Nouvelle consultation des Mahorais, qui votent en faveur du statut de département à une large majorité (95,24 %).
- **31 mars 2011.** Mayotte devient un département d'outre-mer.



Étude de cas: les visites ministérielles

- Agence France Presse
- 25 avril 2015
- La ministre des Outre-mer George Pau Langevin qui achevait samedi une visite de 24 heures à Mayotte a insisté sur "le rôle particulier" des femmes.
- "J'avais toujours entendu dire que **la femme à Mayotte avait un rôle particulier**. De tout temps, à Mayotte, la femme a eu une importance capitale dans la société, dans la vie, dans l'éducation des enfants, ce qui est traditionnel, mais elle est aussi active", a déclaré la ministre devant une assemblée de femmes élues réunies pour le 70e anniversaire du vote des femmes.
- "Quand on a fait et voté la loi sur la parité au niveau des conseils municipaux, on nous avait dit que pour Mayotte ça ne pourra pas marcher parce qu'on ne trouverait pas des femmes susceptibles d'être élues", a expliqué la ministre des Outre-mers.



Étude de cas: les visites ministérielles

- "On a trouvé des femmes qui font remarquablement leur travail. Pour l' instant, on a deux femmes maires. J'espère qu'il va y en avoir davantage", a-t-elle dit.
- Mme Pau-Langevin a également souligné que "les conseils départementaux étaient des instances où il n'y avait quasiment que des hommes". "En obligeant à avoir des binômes, un homme, une femme, ça permet aux femmes d'entrer massivement aux conseils départementaux et je suis persuadée que, pour cette assemblée, c'est bien", selon elle.
- "Je suis contente qu'à Mayotte, contrairement à ce que disaient certains, on a trouvé des femmes de qualité qui sont en mesure de remplir ces fonctions, je suis sûr que Mayotte se portera très bien", a-t-elle insisté.



Étude de cas: les visites ministérielles

- "On a imaginé pendant longtemps que dans les sociétés où l'islam est très présent, la femme est réduite à des seconds rôles. À Mayotte (de religion musulmane à plus de 90%), la femme a une importance capitale", a pointé George Pau-Langevin.
- Dans la matinée, la ministre avait participé à la commémoration de l'abolition de l'esclavage à Mayotte dont les festivités se déroulent dans le cadre du festival annuel des arts traditionnels.



Étude de cas: les visites ministérielles

- Elle a rappelé dans son allocution un proverbe africain selon lequel "si on ne sait pas où aller, il faut regarder d'où l'on vient. Par conséquent, il n'y a pas d'identité solide si on ne connaît pas ses racines et son histoire".
- "Un des premiers actes significatifs de la France à Mayotte, c'était d'abolir l'esclavage à Mayotte. L'esclavage a été aboli à Mayotte avant même qu'il soit aboli dans les autres DOM. C'est important et cela démontre que dès le départ, la relation de Mayotte avec la France était fondée sur les valeurs de la République : liberté, égalité, fraternité", a déclaré la ministre des Outre-mer.
- Elle a invité les élus mahorais à s'inscrire dans cette tradition historique et à continuer à toujours faire valoir l'idée d'égalité, une égalité réelle en s'adossant justement au passé.



Positionnement énonciatif : une parole d'autorité inclusive (*ethos*)

- La ministre parle en tant que **représentante de l'État**, mais adopte un **ton empathique et valorisant** envers son auditoire, notamment à travers des expressions comme « *je suis contente* », « *je suis persuadée* », ou encore « *j'espère* ». Elle articule **autorité institutionnelle** et **proximité émotionnelle**, créant ainsi une parole à la fois officielle et chaleureuse, qui vise à mobiliser les acteurs locaux (en particulier les femmes élues).
- Elle s'adresse à une **audience féminine locale**, tout en répondant implicitement à des **stéréotypes externes** ou des **doutes institutionnels** sur les capacités politiques des femmes mahoraises.



Construction d'un discours de reconnaissance des femmes mahoraises

- Le discours est centré sur la **valorisation des femmes dans la société mahoraise** :
- « *la femme a eu une importance capitale* » ; « *elle est aussi active* » ; « *des femmes de qualité* ».
- Elle utilise une **rhétorique de la rupture avec les préjugés** :
- « *On nous avait dit que...* » / « *On a trouvé des femmes qui...* »
- → Ce schéma d'opposition valorise l'effort local et met en échec les stéréotypes.
- La ministre inscrit cette reconnaissance dans une **logique de continuité historique** : les femmes auraient "**de tout temps**" joué un rôle central, ce qui permet de naturaliser et légitimer leur présence politique contemporaine.



Islam et société : un discours de contournement des préjugés

- Elle aborde prudemment la question de la religion :
- « *On a imaginé pendant longtemps que dans les sociétés où l'islam est très présent, la femme est réduite à des seconds rôles* ».
- Ce **préambule critique** est immédiatement nuancé :
- « *À Mayotte, la femme a une importance capitale* ».
- La ministre adopte donc une **stratégie de réhabilitation** : elle défait une idée reçue sans critiquer l'islam en tant que tel, mais en mettant en avant la **spécificité mahoraise**. Cela lui permet de **réconcilier islamité et modernité républicaine**, dans un contexte français où ces notions sont souvent opposées dans les débats publics.



Mémoire de l'esclavage et récit républicain

- Dans la seconde partie du discours, elle mobilise l'histoire de l'esclavage pour **ancrer Mayotte dans le récit républicain français** :
 - « *Un des premiers actes significatifs de la France à Mayotte, c'était d'abolir l'esclavage... Cela démontre que dès le départ, la relation [...] était fondée sur les valeurs de la République* ».
- Elle reprend un **proverbe africain** pour ancrer son propos dans une **forme de sagesse locale** tout en le mettant au service d'un **récit national universaliste**.
- Ainsi, **l'égalité entre les sexes et l'égalité postcoloniale** se rejoignent dans un même **cadre idéologique** : celui des **valeurs républicaines** (liberté, égalité, fraternité).



Enjeux politiques implicites

- Ce discours est **performatif** : il ne fait pas qu'énoncer une réalité, il cherche à la **produire ou à la renforcer**.
- Il répond aussi à une **critique latente de la départementalisation** (inégalités persistantes, questions d'intégration) en réaffirmant la **légitimité historique et morale** du lien entre Mayotte et la République.
- En filigrane, il évoque **la conquête de la parité** comme une **preuve de modernité locale**, inscrivant Mayotte dans une dynamique nationale plutôt que périphérique.
- Mayotte est ainsi instrumentalisé dans la « gouvernance mémorielle » française (Michel, 2010)



Conclusions

- Compréhension du dilemme mahorais. Une partie du peuple mahorais n'a pas voulu de destin commun avec les Comoriens. Symbole de Françafrique, gestion coloniale de seconde zone (périphérisation)
- Roman national mahorais: choix de la France pour servir les intérêts d'une élite locale
- Indépendance comorienne brisée
- Schizophrénie: le roman national comorien revendique une indépendance sur des frontières coloniales
- Discours politique actuel (migrants comoriens) : résultante de la cocréation de ces romans nationaux qui ne fonctionnent pas.
- "Département-colonie" (Carayol, 2024) prisonnier d'un conflit mémoriel



Bibliographie

- Carayol, R. (2023, avril). *Mayotte, chronique d'une colonisation consentie*. Afrique XXI. <https://afriquexxi.info/Mayotte-chronique-d-une-colonisation-consentie>
- Carayol, R. (2024). *Mayotte, département-colonie*. Paris : La Fabrique.
- Chaillou-Atrous, V., & Le Jeune, F. (Éds.). (2023). *L'engagisme dans les colonies européennes : Résistances et mémoire(s) (XIXe–XXIe siècle)*. Presses Universitaires de Rennes. <https://pur-editions.fr/product/9283/l-engagisme-dans-les-colonies-europeennes>
- Martin, J. (1976). L'affranchissement des esclaves de Mayotte. *Cahiers d'études africaines*, 16(61), 207–233.
- Michel, J. (2010). *Gouverner les mémoires*. Paris: PUF.

